

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

GILLES ANDRÉANI (*) et FRÉDÉRIC BOZO (**)

Comme tous les cinq ans, nous revenons tout d'abord sur les élections présidentielles – et législatives – de 2017 en France et sur la place qu'y aura occupé la politique étrangère, thème auquel est consacré le premier article de la rubrique, confié à Martin Quencez. Les élections de 2017 en France avaient, des points de vue européen et international, une valeur proprement systémique : intervenant sur fond de montée des populismes en Europe et dans le monde occidental en général (vote sur le Brexit en juin 2016, élection de Donald Trump aux Etats-Unis en novembre) et sur un arrière-plan de crises internationales et européennes multiples, elles faisaient de la France un possible domino dont la chute aurait pu entraîner une crise européenne et atlantique. Dans ce contexte, les onze candidats à l'élection présidentielle purent confronter leurs visions du rôle de la France dans le monde et la campagne fut l'occasion de voir émerger de nouveaux programmes de politique extérieure. Parmi les enjeux du moment, le futur du projet européen et la relation avec la Russie constituèrent deux questions structurantes du débat politique ; mais d'autres thématiques telles que la guerre en Syrie et les conséquences du Brexit ne trouvèrent guère d'écho dans la campagne. Malgré leur actualité, les enjeux furent en outre abordés par les candidats à travers une grille de lecture traditionnelle opposant les héritages « gaullo-mitterrandien » et « atlantiste ». L'auteur montre que cette grille, héritée du passé, est de plus en plus décalée par rapport aux dilemmes de politique étrangère véritables auxquels la France est confrontée.

Dans un second article, un praticien de la diplomatie française, Guillaume Berlat, porte un regard critique sur le thème de la « diplomatie économique » dont plusieurs ministres – récemment Laurent Fabius – ont voulu faire un emblème de la modernisation du ministère des Affaires étrangères. Il montre que le Quai d'Orsay a toujours été mobilisé dans le soutien aux entreprises françaises à l'extérieur et que les initiatives les plus récentes dans ce domaine n'ont fait que conforter des pratiques bien établies, tout en assignant aux ambassadeurs des objectifs quantitatifs dont la réalisation ne dépend à l'évidence pas d'eux. A la lecture de l'article, on

(*) Conseiller maître à la Cour des comptes (France) et professeur associé à l'Université Panthéon-Assas (France).

(**) Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle (France).

peut se demander si, en se posant en ministre modernisateur face à une administration désuète ignorante des réalités économiques, Laurent Fabius n'a pas renforcé certains stéréotypes injustes dont souffre l'image du Quai d'Orsay et n'a pas, au bout du compte, contribué à l'affaiblir.